

Elections municipales

L'événement du premier tour Échec de Huguette Bello à Saint-Paul

Contrairement à tout ce qui a été annoncé par les médias, Huguette Bello n'a pas été élue au premier tour à Saint-Paul. Plus grave pour elle et son parti, elle est en ballottage défavorable dans cette commune, distancée par Joseph Sinimalé. Ce revers aura des conséquences bien au-delà de Saint-Paul, il va plomber l'élan des autres candidats de PLR. Est-ce le début de l'effondrement d'un parti qui a jusqu'alors bénéficié d'un large soutien médiatique ?

10 jours avant les municipales, un sondage a donné Huguette Bello victorieuse dès le premier tour avec 65% des suffrages. La réalité a été toute autre. La présidente de PLR n'a pas réussi à plier l'élection dimanche. Plus grave encore pour elle, elle est en ballottage défavorable pour le second tour. Elle est derrière Joseph Sinimalé et elle a déjà fait le plein.

Réunion Première ne s'y est d'ailleurs pas trompé, en ouvrant son journal télévisé de lundi midi sur cet événement.

Ce score surprend tout ceux qui sont tombés dans le piège de la création médiatique. Elue en 2008 en tant que candidate du PCR, Huguette Bello avait pour mission de transformer la commune de Saint-Paul. Elle devait lancer la procédure de création de nouvelles communes. Sa responsabilité était de prendre la tête de la croisade contre la pauvreté à Saint-Paul. Force est de constater qu'une fois élue, elle a vite renoncé à accomplir les engagements de son parti. Au contraire, comme tous les autres maires de Saint-Paul depuis 1958, elle a utilisé cette commune comme base pour combattre le PCR. Trois exemples sont là pour le rappeler.

Saint-Paul transformé en bastion anti-PCR

1. En 2010, le PCR était une composante de l'Alliance aux régionales. L'Alliance arrive en tête au premier tour de cette élection, avec plus de 30% des voix. Dans la semaine de l'entre deux tours, Huguette Bello fait une déclaration contre l'Alliance et soutien donc de fait la division lancée par le PS. Le dimanche suivant, c'est l'UMP qui arrive en tête à Saint-Paul. Son refus d'être solidaire avec son parti a pour résultat la défaite de l'Alliance aux régionales. Didier Robert arrivé au pouvoir s'empresse d'arrêter tous les grands chantiers, et depuis cette date,

des dizaines de milliers de Réunionnais ont perdu leur emploi.

2. Aux cantonales de 2011, le PCR faisait partie de la majorité du Conseil général. Le Parti décide de mener campagne au sein de cette majorité. Huguette Bello déclare qu'elle ne se reconnaît pas dans cette majorité.

3. Aux législatives de 2012, elle décide de créer son parti parce qu'elle n'accepte pas de se présenter dans la circonscription englobant la moitié de Saint-Paul, la ville de Saint-Louis, Trois Bassins, Saint-Leu et l'Etang Salé. Elle bénéficie alors de tous les soutiens et est réélue au premier tour. Elle décide alors de structurer ce parti en commençant par les communes dirigées par le PCR.

Avec Huguette Bello dans le fauteuil de maire, Saint-Paul s'est transformé en un bastion anti-PCR.

Défaite personnelle de Huguette Bello

Toute cette stratégie repose sur deux piliers.

Tout d'abord la mainmise sur la ville de Saint-Paul, et ensuite sur l'incarnation de Huguette Bello comme image de PLR. L'image vient en effet au secours de l'absence de programme. A chaque présentation de liste PLR, Huguette Bello était là pour donner l'onction de son aura médiatique à l'heureux bénéficiaire. D'ailleurs, tous les candidats de PLR ne cachaient pas qu'ils avaient le soutien de Huguette Bello en tant que personne.

Mais le verdict de dimanche dernier a justement tout remis en cause car c'est la ville de Saint-Paul qui est en train de basculer. Face à ce vote, l'icône de PLR bascule dans l'outrance accusant celui qui l'a battu de vouloir «saccager» Saint-Paul. La violence des mots montre toute l'impuissance à faire face à une situation qui com-



Au cours des six dernières années, la situation ne s'est pas améliorée pour de nombreux Saint-Paulois. (photo Toniox)

mece à échapper à la présidente de PLR, en grande difficulté là où elle s'attendait le moins: là où elle est tête de liste. Son échec à Saint-Paul est donc une défaite personnelle. Mais comptenu du lien très fort entre son parti et sa personne, cette défaite personnelle a des répercussions dans toute l'île. La dynamique de tous ses candidats est déjà brisée, car ils ne peuvent plus s'appuyer sur l'image de Huguette Bello triomphante à la "une" des journaux.

L'effondrement de PLR possible

Au Port, Olivier Hoarau est déjà bien

loin de rééditer le score de Huguette Bello aux législatives. Après l'échec de son chef de parti à Saint-Paul, son recul va s'accroître. A Trois-Bassins, l'autre maire PLR est lui aussi en sérieuse difficulté. Partout ailleurs, PLR est dans l'incapacité de conquérir une mairie. C'est pourquoi le second tour des municipales est très mal engagé pour PLR. Parti sans programme et donc conçu uniquement comme une machine à gagner des élections, PLR aura bien du mal à survivre à la perte de ses positions de pouvoir municipal. Dimanche, allons-nous assister au début de l'effondrement de ce parti ?

M.M.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès

69^e année

DIRECTEURS DE PUBLICATION :

1944-1947 : Roger Bourdageau • 1947 - 1957 : Raymond Vergès • 1957 - 1964 : Paul Vergès • 1964 - 1974 : Bruny Payet • 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom • 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon • 1991 - 2008 : Jean-Marcel Courteaud • Depuis 2008 : Jean-Max Hoarau

6 rue du général Émile Rolland

B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

RÉDACTION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
EMAIL RÉDACTION : temoignages@wanadoo.fr
SITE WEB : www.temoignages.re

ADMINISTRATION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
EMAIL AVIS, ABONNEMENT : avis.temoignages@wanadoo.fr
EMAIL PUBLICITÉ : pub.tem@orange.fr

Édito

Pollution de l'air : 7 millions de morts par an

Vendredi dernier, c'était le 20e anniversaire de la Convention cadre des Nations Unies sur le changement climatique. Adoptée dans la foulée du premier Sommet de la Terre à Rio au Brésil, cette convention est la base de tous les règlements destinés à atténuer et à s'adapter au changement climatique. Sa réalisation la plus connue est le Protocole de Kyoto, un traité international qui impose aux anciennes puissances coloniales de respecter des objectifs chiffrés de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Dans un discours prononcé à l'occasion de ce 20e anniversaire, Ban Ki moon, secrétaire général de l'ONU a rappelé l'engagement porté par la Convention cadre des Nations Unies sur le changement climatique: «mettre le monde sur une voie durable pour les générations à venir». 8 ans après son entrée en vigueur, la Convention cadre connaissait un premier revers de taille, c'était le refus des États-Unis de ratifier le Protocole de Kyoto. À l'époque, George Bush était le président de ce pays. L'arrivée de Barack Obama à la Maison Blanche n'a rien changé sur ce point pour le moment.

Aujourd'hui, c'est une autre nouvelle qui nous parvient de l'Organisation mondiale de la Santé. La pollution atmosphérique n'agit pas uniquement sur le climat. Elle a des effets à plus court terme selon le bilan publié par l'OMS: «en 2012, près de 7 millions de décès – un sur huit au niveau mondial – étaient dus à l'exposition à la pollution de l'air. Ces chiffres représentent plus du double des estimations précédentes et confirment que la pollution de l'air est désormais le principal risque environnemental pour la santé dans le monde».

Les signaux d'alerte ne cessent de s'accumuler, mais les objectifs des politiques publiques des grands pays pollueurs ne changent pas. La crise va donc continuer à s'aggraver. Or, l'OMS propose la solution: «une pollution atmosphérique excessive est souvent la conséquence des politiques non durables menées dans les secteurs comme le transport, l'énergie, la gestion des déchets et l'industrie. Dans la plupart des cas, des stratégies plus saines seraient également plus économiques à long terme en raison des économies en dépenses de santé, mais aussi des bénéfices pour le climat».

C'est bien d'un changement de civilisation dont il est question.

J.B.

Après le premier tour des municipales

Une crise idéologique qui s'ancre

Le premier tour des élections municipales a mis en exergue un certain malaise au sein de la classe politique. Une situation qui pourrait s'expliquer par la crise idéologique qui traverse les partis politiques de droite comme de gauche.



Comment soutenir la bataille des planteurs? Un débat de fond occulté durant la campagne mais qui s'imposera dans toutes les communes de La Réunion. (photo Toniox)

À La Réunion, comme en France, la droite s'effrite. Aujourd'hui sauvée par le vote sanction contre le gouvernement socialiste, les candidats sortants ont quasiment tous été réélus. À gauche, son de cloche différent: les socialistes payent la politique de François Hollande et certains partis peinent à se démarquer, tant les clivages politiques, aujourd'hui, sont brouillés.

Pas de vision d'avenir

La scène politique actuelle est décomposée idéologiquement. Signe de ce que certains observateurs qualifient de «bonne démocratie», l'apparition de nouveaux partis politiques permet au citoyen de se retrouver dans des valeurs et des principes qui lui sont chers. Cependant, le brouillage actuel contraint les électeurs, de plus en plus nombreux, à voter différemment. Notamment par contestation envers les partis traditionnels ou par défaitisme.

Au cours de la semaine dernière, une série d'articles a été réalisée (1) sur des points essentiels pour les Réunionnais tels que l'emploi, le logement, la précarité et les difficultés des agents territoriaux. Chacun d'eux a mis en évidence l'absence de proposition mais surtout d'analyse politique autour de ces problématiques. Les promesses électorales et le clientélisme sont plus faciles à user que la proposition d'un projet de développement pour une commune, pour l'île.

Cela peut donc s'expliquer par un manque de conviction et de vision d'avenir pour La Réunion, des représentants politiques actuels. Beaucoup d'intellectuels de droite comme de gauche, déplorent une «classe politique dominante à court d'idée» et «cette terrifiante absence de vision et de projet», a indiqué l'essayiste Jean-Claude Guillebaud. Dans un monde en

plein bouleversement, où La Réunion doit rapidement s'intégrer à son environnement afin de s'assurer un développement économique, beaucoup de représentants politiques occultent la Politique, dans le sens «gouverner la cité», pour faire de la politique politicienne.

Un manque de conviction

Le paysage politique s'agrandit, signe démocratique d'une pluralité d'opinions, mais quelle ligne politique ont ces formations? Les «cyniques», comme l'a titré le quotidien français "Marianne", pour qualifier ces hommes et femmes politiques qui passent d'un parti à un autre, avec aisance. D'autres en créent pour pouvoir répondre à leurs intérêts politiques mais pas seulement.

Aujourd'hui, cette absence d'idées, de visions et de projets découle d'un manque de connaissances idéologiques mais aussi de convictions. C'est par conviction que Nelson Mandela a décidé de prôner la fraternité et l'unité, et non la vengeance. Malcolm X a appelé au rassemblement pour lutter contre l'oppression blanche. Ce sont les convictions qui ont permis les changements, aujourd'hui le changement n'y est pas. Et les élections montrent par leurs résultats, qu'il en est encore loin.

D'ailleurs, la situation devient de plus en plus floue, les clivages s'effacent, faut de ligne idéologique et de projet politique. Les médias relatent chaque semaine les contradictions et les divisions au sein même des formations politiques. Ces problèmes internes aux partis ont des répercussions dans la population, qui ne sait plus qui choisir, ni même qui pense quoi. Alors

l'abstention et les votes par défaut se produisent, avec leur conséquence.

Les problèmes de fond occultés

Faute de conviction et de ligne directrice, les formations politiques perdent en crédibilité, notamment lors de débats télévisés, où finalement, les problèmes de fond sont mis de côté, remplacés par des «batay coq». Les promesses électorales alimentent les intérêts individuels au détriment de l'intérêt commun et les candidats et les responsables politiques persistent à promettre: «vote pou moin, ou nora travail, logement, ti contra»...

Et pourtant, La Réunion est connue et reconnue pour ses taux record de chômage (28,5%), d'illettrisme (116.000 personnes), de demandes de logement (25.000), de pauvreté (42%). Une situation économique et sociale qui demande l'unité de tous pour répondre à l'urgence sociale et aux défis à venir. Un principe partagé par tous, mais qui n'a pas d'intérêt électoraliste. Sur une scène politique aussi confuse, les hommes et femmes politiques font face à une défiance des citoyens, liée à deux corollaires, d'un côté, une situation sociale aggravante et de l'autre, une classe politique en manque de crédibilité. Manifestation sociale, l'abstention traduit une volonté de changement, mais faute de projet de développement pour La Réunion, proposé par la plupart des partis politiques, les électeurs préfèrent voter pour des personnages familiers ou rester chez eux.

Céline Tabou

(1) Voir les "Témoignages" de la semaine dernière.

Premier tour des municipales en France

Sanction contre le gouvernement

La quasi totalité des maires sortants de droite ont été réélus en France, a contrario les maires socialistes se retrouvent en ballottage au second tour. Le premier tour des élections municipales ont été un sanction contre le gouvernement de François Hollande et «un cru exceptionnel» pour le Front National.

Cette élection aura été marqué par un taux d'absentions record. Selon les estimations du ministère de l'intérieur, fournies aux médias, lundi 24 mars, 37% d'électeurs n'ont pas voté. Un chiffre, s'il est confirmé, est en hausse par rapport à 2008, où 33,5% des français sont restés chez eux.

Mécontentement et division au PS

Les résultats des urnes ont confirmé un vote sanction de la gauche au pouvoir. Le ministre de l'intérieur, Manuel Valls a annoncé les résultats consolidés sur l'ensemble du territoire français: la gauche est à 37,74%, la droite à 46,54%, l'extrême droite à 4,65%. Face à ces chiffres, le ministre a assuré que «rien n'est joué», pour le second tour, il a appelé à «se rassembler» et «fusionner les listes». Face au score du Front National, la Gauche a appelé «à faire barrage au Front national au second tour». Une idée rejetée par l'UMP, refusant toute idée de «front républicain» préférant maintenir en cas de triangulaire.

En Outremer, FranceTv et l'Agence France Presse parlent de «défaite de Victorin Lurel». Vote sanction contre le ministre des Outre-mers, les socialistes sont en mit en difficulté à La Réunion et en Guadeloupe. Dans ce dernier département, les candidats soutenus par le ministre ont été battus dès le premier tour. Victorin Lurel, perd son fief de Vieux-Habitants en Guadeloupe.

Mis à mal par les résultats, la porte-parole du gouvernement, Najat Vallaud-Belkacem dit ne pas «croire à un changement» de politique du gouvernement, qui doit «tenir le cap» malgré les mauvais chiffres de son camp. Vis à vis d'un possible changement de politique du gouvernement, cette dernière a répondu sur France 2 qu'il y a «sans doute, certains l'ont dit par leur vote ou par l'abstention. Est-ce que pour autant c'est

une raison aujourd'hui d'annoncer un changement? Je crois au contraire que ce qui fait la force de ce gouvernement, c'est de tenir le cap sur des politiques et des réformes qu'il a commencé à conduire, qui certes n'ont pas encore toutes porté leurs fruits.»

Montée du Front National

Alors que la gauche se divise et se voit en ballottage plus ou moins favorable, la droite profite de cette éclaircit pour remporter des mairies. Les problèmes internes occultés un temps, l'objectif est de maintenir les listes au second tour. le président de l'UMP, Jean-François Copé a d'ailleurs assuré qu'il n'y aura «pas à voter pour une liste PS alliée au Parti de gauche». Ajoutant que «celles et ceux qui ont voté pour le FN, pour marquer leur colère», doivent reporter «leur voix» sur les candidat UMP.

Pendant ce temps, le FN savoure. Steeve Briois est élu dès le premier tour à Hénin-Beaumont, avec 50,26% des voix. Philippe Lottiaux arrive en tête à Avignon 29,63% des suffrages, contre la PS Cécile Helle (29,54%). Robert Ménard, ex-président de Reporters Sans Frontières, arrive en tête à Béziers, avec 44,88% des voix. Des villes de droite mais aussi socialistes ont basculés au FN. Il s'agit là pour Marine Le Pen, de la «fin de la bipolarisation de la vie politique».

Cette dernière a indiqué que «le Front national arrive comme une force politique autonome», ce scrutin est un «cru exceptionnel pour le FN». Le président du mouvement Bleu Marine, a indiqué que «Le Front national a pu renaître de ses cendres grâce à Nicolas Sarkozy, car c'est l'effondrement de sa politique, l'enfumage de sa politique qui a permis au FN, qui était à 4,5 aux législatives en 2007, d'être aujourd'hui une des grandes forces politiques du pays».

Céline Tabou

Yvan Dejean sur Réunion Première

«Le PCR est sur des bases solides, nous continuerons à nous battre pour l'union des Réunionnais sur l'essentiel»

Sur les ondes de Réunion Première, Yvan Dejean a lancé l'appel au rassemblement pour le second tour, tout en soulignant que la cheffe de la division sera battue dimanche prochain.



Yvan Dejean, co-secrétaire général du Parti Communiste Réunionnais, est intervenu dimanche soir brièvement sur Réunion 1ère Télé pour commenter les résultats du 1er tour des élections municipales. Il a d'abord souligné les scores prometteurs réalisés par les maires communistes sortants de Sainte-Suzanne et La Possession, où Maurice Gironcel et

Roland Robert sont en bonne position pour être réélus dimanche prochain.

De même, le candidat du PCR au Port, Henry Hippolyte, a réalisé un score qui lui permet d'espérer la victoire au 2ème tour. Et à Saint-Louis, le rassemblement des forces de progrès, que le PCR souhaite fortement, devrait permettre de tenir en échec

Cyrille Hamilcaro.

Mais sur les résultats globaux de ces élections dans le pays, d'où il y aura beaucoup d'enseignements à tirer, Yvan Dejean a déclaré que le PCR en fera le bilan après le second tour. Et pour le 30 mars, il fera le maximum afin de contribuer au rassemblement des forces démocratiques face aux diviseurs de notre peuple, opposés à un changement profond de la politique menée à La Réunion.

Le dirigeant communiste a insisté sur le fait que les forces de progrès dans le pays sont vraiment capables de se rassembler si elles ne veulent pas faire payer par la population la plus pauvre les effets de la division. Et Yvan Dejean a conclu en soulignant que plus que jamais, «le P.C.R. est sur des bases solides, et nous continuerons à nous battre pour l'union des Réunionnais sur l'essentiel».

Saint-Paul : communiqué de Solidarité et Partage

«La défaite de la ligne anti-communiste menée par Huguette Bello»

Les résultats des élections municipales à Saint-Paul sont sans appel :

1. Joseph Sinimalé est en tête et Huguette Bello est derrière. Mais le premier n'a pas suffisamment de suffrages pour l'emporter au premier tour.

2. Toutes les autres listes se retrouvent avec des résultats symboliques. L'exacerbation du risque de défaite, monté en épouvantail électoral par les deux principaux belligérants, a bipolarisé à l'excès le scrutin de ce jour.

Le choix qui nous est offert par cette bipolarisation est une illusion dans le contexte politique actuel marqué par la politique d'austérité et de ponction de 50 milliards d'euros sur les collectivités et les organismes sociaux. Les collectivités vont en souffrir ainsi que les contribuables et usagers de services publics.

Le résultat de ce premier tour signe en outre de manière retentissante la défaite de la ligne anti-communiste menée par Huguette Bello. En effet, après 50 ans de luttes, le PCR avait réussi à arracher Saint-Paul à la droite en 2008. Malheureusement notre victoire a été trahie par Huguette Bello qui refuse même de reconnaître à la télé qu'elle avait été élue grâce aux militants communistes.

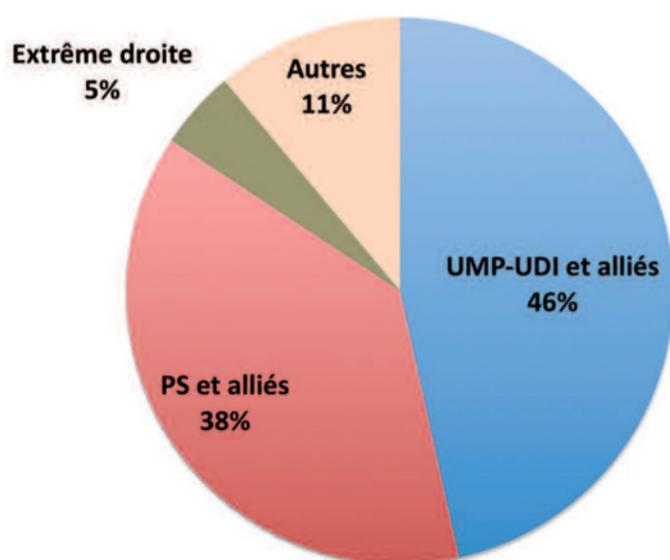
Depuis qu'elle est installée à la mairie, elle continue la politique de ces prédécesseurs, au détriment des pauvres, des gens des hauts, des contribuables et de la jeunesse. Elle a repris avec encore plus d'acharnement le flambeau de ceux qui voulaient détruire le PCR sur toute l'île.

Cette ligne qu'elle a adoptée depuis qu'elle touche 11000 euros par mois est un véritable gâchis qui l'a amenée à sa défaite d'aujourd'hui. Huguette Bello ne doit rien espérer de la part des pauvres, des abandonnés des hauts et des contribuables qui souffrent en silence.

Dans ce contexte, notre score de 1,5% est tellement dérisoire qu'il n'a aucun sens. Compte tenu du contexte politique décrit précédemment et de l'absence de perspectives dans le cadre institutionnel actuel, tôt ou tard, le contenu de notre programme s'imposera.

Nous remercions tous les militants qui se sont engagés à nos côtés, ainsi que toutes les personnes qui nous ont témoigné de leur sympathie. Le combat continue. D'ores et déjà, nous invitons nos militants et sympathisants à une assemblée générale qui sera organisée lundi 24 mars à 18h00 à l'Espace Citoyen de Saint-Paul.

Répartition des votes en fonction des principales forces politiques en France



Elections municipales

Maurice Gironcel : «les conditions réunies pour conduire le peuple de Sainte-Suzanne vers une grande victoire»

Dans un communiqué diffusé hier à la presse, Maurice Gironcel tire les enseignements du premier tour des municipales à Sainte-Suzanne. La liste «Ensemb' pour Sainte-Suzanne, ville solidaire et durable» appelle au rassemblement le plus large possible des citoyens pour l'avenir de Sainte-Suzanne.



La mobilisation du premier tour va s'amplifier. (photo Isabelle Chérubin)

«Chères Electrices, chers Electeurs de Sainte-Suzanne, Mon équipe et moi-même tenons à remercier très sincèrement toutes les personnes qui nous ont fait confiance en nous accordant leur suffrage dès le premier tour. Dimanche 23 mars 2014, **5503 personnes ont approuvé notre liste** «Ensemb' pour Sainte-Suzanne, Ville solidaire et durable», soit 814 voix d'avance par rapport à la seconde liste. Les conditions sont donc réunies pour conduire le peuple de Sainte-Suzanne vers une grande victoire. Nous améliorons notre score de près de 1 000 voix, **tandis que notre adversaire perd quand à lui 10% de son électorat par rapport à 2012.**

Cette grande mobilisation prouve l'intérêt que vous avez pour l'avenir de Sainte-Suzanne, faire de notre Beau Pays, un

modèle de résistance, d'espoir pour notre population et les générations à venir. Nous saluons et remercions les militantes et militants qui font un travail formidable sur le terrain. **Cette mobilisation doit s'amplifier jusqu'à dimanche 30 mars 2014.**

Cette élection est cruciale, elle s'inscrit dans un contexte social, économique, environnemental et politique très éprouvant pour de nombreuses familles. Le gouvernement a décidé de faire porter ses économies sur les travailleurs et les plus démunis.

Des milliers de nos concitoyens ont vu leur pouvoir d'achat baisser à cause de la **suppression du RSTA et du bonus Cospar**. Les mesures du gouvernement sur la santé, l'allocation chômage, la retraite pèsent sur nous. Ces décisions ont été orchestrées par nos

députés et leurs alliés au gouvernement; des alliés qui au premier tour ont subi la sanction du peuple.

C'est pourquoi nous devons rester vigilants et démasquer les complices de la casse sociale. Nous devons continuer la lutte pour défendre les intérêts des habitants de Sainte-Suzanne. Il s'agit de répondre à l'urgence sociale et à vos attentes en matière d'emplois, de logement, de solidarité, de loisirs, d'éducation ...

C'est dans cet esprit que la liste «Ensemb' pour Sainte-Suzanne, ville solidaire et durable» appelle au rassemblement le plus large possible des citoyens pour l'avenir de notre ville.

Le dimanche 30 mars 2014, Votez et faites voter pour la liste conduite par Maurice Gironcel.

Le projet de carrières de la Région menace 2 sites historiques

Appel à recréer le collectif «Respèk nout mémwar, kraz pa nout listwar»

L'association Rasine Kaf appelle à l'action face à la menace de destruction de deux sites historiques réunionnais par deux carrières destinées à alimenter le projet de nouvelle route en mer voulue par Didier Robert. Extraits du communiqué.

Suite à l'article paru dans Clicanoo le samedi 22 mars 2014, et l'annonce de Dominique Fournel concernant l'exploitation de nouvelles carrières pour la construction de la nouvelle route du littoral, notamment le site de la RAVINE DU TROU à Saint-Leu ET LE SITE DE DIORE à Saint-André, nous appelons à une mobilisation d'urgence de l'ensemble des acteurs du patrimoine et des associations attachées à la préservation et à la sauvegarde des sites historiques de La Réunion. (...)

Nous appelons les réunionnais à se montrer vigilants contre cette politique de destruction massive de l'histoire et de la mémoire et à nous rejoindre dans le Collectif «RESPEK NOUT MEMWAR, KRAZ PA NOUT LISTWAR»

Nous appelons les maires qui seront élus prochainement à veiller à la protection du patrimoine réunionnais et à s'opposer fermement à ces ouvertures de carrières sur les lieux historiques.

Nous appelons également la Région à mettre en œuvre une politique d'archéologie préventive qui permette réellement de sauvegarder ces sites historiques.

Nous attendons de la DAC OI qu'elle établisse d'urgence un classement des sites historiques afin de les préserver de toute velléité de démolition.

Nous tenons une réunion mardi 25 mars 2014 à la KOUR MITHRA à Saint-Denis à 17H afin de mettre en place ce collectif et décider des actions à venir; nous vous attendons nombreux.

Otè!

Ti moyin, gran kèr, kronik dinn kanpagn éléktoral

Donk, so matin lindi, promié tour minisipal rézilta fini tonbé, kart po zoué fine bat a tèr, ti pé ésay analyz in pé... Plis di (10) mèr an plas lé ré-éli.

Di a moin sak zot i vé, mé kan in kandida na lapareyi minisipal dan sa min, li na vréman in gran lavantaz, dan in sosiété konm la not ou sak na bon pé maléré, zot i préfèr ankor gard zot bondié larzan ti kontra, sé konm si lé zot, sak i ariv dann zéléksyon zordi, zot i vann riink lo rev.

Domaz po bann nouvo, sak navé in vré prozè, dé valèr démokratik, sak té i vé moralisé in pé la vi piblik, ékart la koripsyon...

Nana d kandida la pa ézité mèt bokou moyin finansié; bann biyé 20 éro, la doné, la doné dépi plizir moi, la péyé po di aminn do moun dan zot rényon.

Koutime éléktoral i kontinié dan la tèt domoun!

Ogard moin minm, konbiin d persone, an rantran dan mon loto po alé in rényon lo soir, konbiin la domann a moin toutsuit: «mésié Justin, i donn in kou po boir dan lo rényon nou sava?»

Konbiin apré la rényon: « oté Justin toué la poin 10 éro po moin asèt in paké sigarèt?» In not, lot soir, o débi li di a toué: «hin, toué la vi koman moin la ténir la bas kan la pli la komans vidé?»; mé toutsuit: «moin lé invité a soir sé inn kopine, ti ginye pa péy po moin dé zi èk in pil plat?»

Sa in labitid i sort loin: i di «mœurs éléktorales» an fransé! Koman nou va ansort anou? Si lo sitoyiin lé koronpi, lonm piblik osi, ou sa nout sosiété réyonéz i sava konm sa?

Na ziska inn kamarad kandidat i avou a moin: « oté, 165 kan aprè labolysyon lésklavaz, la presyon larzan, la «terreur» lé ankor la, po bayone lékspresyon nout bann konpatriot!».

Ti moyin, gran kèr, alon kontinié kroir ankor, sé in idéal.

Justin